



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DU COMMISSARIAT DES ARMÉES (SCA)

Plate-Forme Commissariat Ouest (PFC-Ouest)

Contact : [pfc-ouest-dap-bfo.charge-rel-entr.fct@intradef.gouv.fr](mailto:pfc-ouest-dap-bfo.charge-rel-entr.fct@intradef.gouv.fr)



**SERVICE DU COMMISSARIAT DES ARMÉES**

**PLATE-FORME COMMISSARIAT OUEST**

Quartier Foch - BP 22  
35 998 RENNES CEDEX 9

**Objet de la consultation :**

**Formation des mécaniciens de l'armée de l'Air et de l'Espace  
sur MIRAGE 2000**

## **Règlement de la consultation Phase candidature**

**La candidature doit être déposée au plus tard  
aux date et heure fixées sur la plateforme des achats de l'Etat  
(« PLACE »)**

Niveau de classification<sup>1</sup>

MD	MA	MS	NP
		X	

**MARCHE DE DEFENSE**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - ACHETEUR .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>3</b>
3.1 - Procédure de passation .....	3
3.2 - Code CPV (Vocabulaire commun des marchés publics) .....	3
3.3 - Allotissement – lieux d'exécution .....	3
3.4 - Forme et étendue de l'accord-cadre .....	4
3.5 - Durée et reconduction de l'accord-cadre.....	4
3.6 - Variantes.....	4
3.7 - Prestations supplémentaires éventuelles .....	4
<b>ARTICLE 4 - INFORMATION DES CANDIDATS .....</b>	<b>4</b>
4.1 - Contenu des documents de la consultation .....	4
4.2 - Modalités de retrait et de consultation des documents .....	4
4.3 - Modification de détail des documents de la consultation .....	4
<b>ARTICLE 5 - CANDIDATURE .....</b>	<b>5</b>
5.1 - Exclusions.....	5
5.2 - Exclusions en cas de groupement d'opérateurs économiques et de sous-traitance.....	5
5.3 - Présentation et contenu des candidatures .....	6
5.4 - Examen des candidatures .....	7
5.5 - Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques.....	7
5.6 - Précisions sur la sous-traitance .....	7
<b>ARTICLE 6 - LANGUE .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 7 - CONTENTIEUX.....</b>	<b>8</b>

## **ARTICLE 1 - ACHETEUR**

**MINISTÈRE DES ARMÉES**  
**PLATE-FORME COMMISSARIAT OUEST**  
**Division achats publics - Bureau Achats Formation**  
**Quartier Foch – BP 22**  
**35998 RENNES CEDEX 9**

La Plate-Forme Commissariat Ouest (PFC-Ouest) agit pour toutes les formalités de :

- lancement de la consultation ;
- notification de l'accord-cadre ;
- notification des bons de commandes ;
- reconduction de l'accord-cadre ;
- non reconduction de l'accord-cadre ;
- résiliation de l'accord-cadre ;
- modification de l'accord-cadre ;
- suivi administratif de l'accord-cadre ;
- règlement amiable.

Son directeur est le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA).

## **ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION**

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de la formation des mécaniciens de l'armée de l'Air et de l'Espace sur MIRAGE 2000.

## **ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **3.1 - Procédure de passation**

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, passé selon la procédure avec négociation, en application des articles R.2324-3 du code de la commande publique.

### **3.2 - Code CPV (Vocabulaire commun des marchés publics)**

Code CPV : 80650000-5 : Formation et simulation dans le domaine des aéronefs, missiles et spatonefs militaires

### **3.3 - Allotissement – lieux d'exécution**

#### **3.3.1 Allotissement**

L'accord-cadre n'est pas alloti.

#### **3.3.2 Lieux d'exécution**

Les formations seront réalisées sur la Base Aérienne 133 de Nancy-Ochey au sein de l'ESTA (Escadron de Soutien Technique Aéronautique) 15.003 « Malzéville » :  
 Base Aérienne 133 NANCY  
 CS 40334  
 54201 TOUL CEDEX.

### **3.4 - Forme et étendue de l'accord-cadre**

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, comme défini aux articles L.2325-1.1°, R.2362-1, R.2362-2, R.2362-5 à R.2362-6, et R.2362-8 du code de la commande publique, sans montant minimum avec un maximum défini comme suit :

- Montant maximum du marché sur la période ferme (4 ans) : 7 132 000 € HT, soit 8 558 400 € TTC.

Le montant maximum sur 4 ans est reconductible annuellement au bout de la quatrième année d'exécution, au *pro rata temporis*, pour chaque période de reconduction.

### **Prestations similaires :**

Conformément à l'article R.2322-12 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve le droit de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence portant sur des prestations similaires, dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

### **3.5 - Durée et reconduction de l'accord-cadre**

Le marché est conclu pour une durée ferme de quatre (4) ans à compter de sa date de notification. Il est reconductible tacitement par périodes successives de douze (12) mois, à chaque date anniversaire de la notification initiale, dans la limite de trois (3) reconductions, sans que la durée totale du marché ne puisse excéder sept (7) ans.

### **3.6 - Variantes**

Les variantes sont interdites.

### **3.7 - Prestations supplémentaires éventuelles**

Sans objet.

## **ARTICLE 4 - INFORMATION DES CANDIDATS**

### **4.1 - Contenu des documents de la consultation**

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est constitué des éléments suivants :

- le présent règlement de la consultation (RC) ;
- l'acte d'engagement (ATTRI 1 ) et ses annexes (Annexe financière et cadre de réponse technique) ;
- le cahier des clauses particulières (CCAP) et ses annexes ;
- le cahier des clauses Techniques particulières (CCTP) et son annexe.

### **4.2 - Modalités de retrait et de consultation des documents**

Les documents sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise> .

### **4.3 - Modification de détail des documents de la consultation**

La présente phase de consultation porte uniquement sur la remise des candidatures. À ce stade, le règlement de la consultation (RC) phase offre, et les documents techniques tels que le CCAP et le

CCTP sont mis à disposition à titre informatif. Ces documents sont susceptibles d'évoluer non substantiellement : leurs versions définitives seront communiquées lors de la phase offre.

Des modifications de détail peuvent être apportées aux documents de la présente consultation (candidature) jusqu'à 6 jours avant la date limite de remise des candidatures.

Ces modifications ne seront communiquées qu'aux opérateurs économiques ayant été dûment identifiés lors du retrait du dossier.

Les candidats doivent répondre sur la base du dernier dossier mis à jour.

Un candidat ayant déjà remis un pli avant modification pourra en remettre un nouveau sur la base du dernier dossier modifié, dans le respect des date et heure limites de remise des plis.

Dans l'hypothèse où la date de remise des candidatures ne permettrait pas de prendre en compte les modifications dans un délai suffisant, cette date sera reportée par l'acheteur. Les candidats identifiés seront informés de ce report.

## **ARTICLE 5 - CANDIDATURE**

### **5.1 - Exclusions**

Le candidat ne doit pas être dans un des cas d'exclusion visés par les articles L.2341-1 à L.2341-6 (exclusions de plein droit) du code de la commande publique. Lorsqu'un candidat, en cours de procédure, est frappé par une de ces exclusions, il en informe l'acheteur sans délai.

### **5.2 - Exclusions en cas de groupement d'opérateurs économiques et de sous-traitance**

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat ou, en cas de groupement, par le mandataire du groupement. A défaut, le candidat ou le groupement est exclu de la procédure.

### **5.3 - Présentation et contenu des candidatures**

Au titre de sa candidature :

Les candidatures doivent présenter les capacités financière, professionnelle et technique du candidat pour garantir la bonne exécution de l'accord-cadre. Ces renseignements doivent obligatoirement être précisés dans le dossier de candidature.

A ce titre, le candidat fournit une liste des principales formations similaires à l'objet du marché réalisées au cours des trois dernières années, en précisant notamment le contenu, le public visé et les moyens mobilisés ;

Il doit en outre justifier d'un chiffre d'affaire sur le dernier exercice dédié à la formation professionnelle dans le domaine de la maintenance des aéronefs, qui représente au minimum 30% du montant maximum annuel TTC du marché.

Les sociétés qui, pour une raison justifiée, ne sont pas en mesure de produire ces renseignements, doivent apporter toutes pièces permettant de justifier des capacités équivalentes à celles exigées.

Le candidat, présenté en groupement d'opérateur économique, peut s'appuyer sur les capacités d'autres opérateurs économiques. Il justifie des capacités de ceux-ci et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution de l'accord-cadre. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

De plus, le candidat fournira :

- Une attestation d'assurance assurance "responsabilité civile de chef d'entreprise" pour l'ensemble des prestations, couvrant les dommages de toute nature causés par ses employés dans le cadre du marché ;
- Une attestation de non emploi de salariés étrangers, ou la liste nominatives des salariées étrangers qu'il emploi (articles D8254-2 et L5221-2 du code du travail) ;
- Une attestation de régularité fiscale ;
- Une attestation de régularité sociale datant de moins de six mois ;
- Un extrait de KBIS ou équivalent.

Outre ces éléments, le candidat peut présenter sa candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME) simplifié, ou « hors DUME ».

#### **5.3.1 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME) simplifié**

Les candidats présentent leur candidature sous la forme du DUME simplifié en renseignant uniquement la partie IV – « indication globale pour tous les critères de sélection ».

Le DUME généré automatiquement au format .xml est à télécharger sur la PLACE puis à renseigner à l'aide de la documentation en ligne disponible ici :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/le-portail-web-service-dume/>

#### **5.3.2 Candidature « hors DUME »**

Le candidat qui ne souhaite pas utiliser le DUME peut utiliser les formulaires DC1 et DC2.

#### **5.4 - Examen des candidatures**

Les candidatures qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes demandées pour l'exécution de l'accord-cadre sont éliminées. L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières d'un groupement est globale.

#### **5.5 - Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques**

Dans le cadre de la consultation, l'acheteur autorise le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Les candidats peuvent se présenter sous forme de groupement dans les conditions prévues aux articles R.2342-12 du code de la commande publique. Dans ce cas, la solidarité est exigée, pour l'exécution de l'accord-cadre, soit du groupement, soit de son mandataire en cas de groupement conjoint, et ce à l'égard de chacun des membres du groupement.

Les documents, dont une signature est demandée au titre de la présente consultation, devront être signés par l'ensemble des entreprises groupées ou par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres entreprises du groupement.

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME simplifié distinct.

#### **5.6 - Précisions sur la sous-traitance**

##### **5.6.1 Candidature sous forme DUME simplifié**

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME simplifié et fournit pour chacun de ces sous-traitants un formulaire DUME distinct et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part de l'accord-cadre, il renseigne la partie II-D du DUME simplifié et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants.

##### **5.6.2 Candidature hors DUME**

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs, il justifie des capacités de ce ou de ces opérateurs et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution l'accord-cadre. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli et signé par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Ce formulaire est disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

En cas de reconduction de l'accord-cadre, et sauf déclaration contraire du titulaire du marché qui devra faire l'objet d'un acte spécial modificatif, la déclaration de sous-traitance est réputée reconduite dans les mêmes conditions.

#### **ARTICLE 6 - LANGUE**

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnées d'une traduction en français.

En cas de candidature sous forme de DUME simplifié, ce dernier doit être rédigé en français.

#### **ARTICLE 7 - CONTENTIEUX**

L'instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le :

Tribunal administratif de Rennes  
Hôtel de Bizien  
3 Contour de la Motte – CS 44416  
35044 Rennes cedex  
Téléphone : 02 23 21 28 28  
Télécopieur : 02 99 63 56 84  
Courriel : [greffe.ta-rennes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rennes@juradm.fr)